

20260917 Tribune de Lyon

<https://tribunedelyon.fr/societe/place-de-milan-mobilisation-continue-expulsion-fermeture-stations/>

Place de Milan : la mobilisation continue après l'annonce de l'expulsion de 280 personnes et la fermeture des Stations

[Inès Lombarteix](#)

La justice a demandé la libération du bâtiment place de Milan occupé principalement par des femmes et enfants. Une manifestation de soutien aura lieu samedi à 15H30 devant la gare Part-Dieu.



Frédéric Geai, coordinateur régional de Médecins du monde ; Sébastien, membre du collectif Soutien Migrants Croix Rousse et une habitante menacée d'expulsion, ont pris la parole place de Milan. © Inès Lombarteix

Ce jeudi 17 septembre place de Milan (Lyon 3^e), le collectif Soutien Migrants Croix-Rousse, le collectif Solidarité entre femmes à la rue, Jamais sans toit, l'ONG Médecins du monde, des éducateurs du Samu social, l'association Utopia 69 et des habitants de l'îlot Milan étaient rassemblés pour exprimer leur inquiétude face à l'expulsion prochaine de 280 personnes. Il s'agit surtout des femmes et des enfants, sans solution.

En effet, [le tribunal judiciaire de Lyon](#), saisi par la Métropole de Lyon, a ordonné le 3 septembre la « libération » du lieu et à défaut l'expulsion des habitants par la police. Les habitants ne seraient pas en sécurité selon la Métropole avec des risques d'incendie liés aux installations électriques ou encore des risques sanitaires.

« Je suis très inquiète de voir les policiers forcer ma porte »

De leur côté, les collectifs ont fait appel à des professionnels pour sécuriser les lieux. « Des détecteurs de fumée sont installés dans chaque appartement, des extincteurs à chaque étage et des électriciens ont attesté de la sécurité de l'installation électrique », explique le collectif Solidarité femmes à la rue.

Lire aussi : [Sans-abris à Lyon : « la situation était déjà alarmante, elle est devenue critique »](#)

Cette situation est difficile à vivre pour les habitantes, dont une dizaine était présente ce jeudi. Elles redoutent l'arrivée de la police à tout moment. « Je dors mal, je suis très inquiète de voir

les policiers forcer ma porte pour me déloger », confie Sanae habitante depuis quelques mois de l'îlot Milan.

« On va aller où ? » s'indigne une autre habitante, « ici on est bien, on a tout arrangé avec le collectif ».



Sur la façade du bâtiment, des affiches dénoncent la situation des habitants. © Inès Lombarteix

Le collectif Solidarité femmes à la rue a fait appel à la décision du tribunal, une audience est prévue le 14 décembre. Les habitants de l'îlot Milan pourraient malgré tout être délogés avant cette date.

Fermeture du dispositif des Stations fin septembre

Autre inquiétude : la fermeture du dispositif des Stations, créé en 2022. Il comprenait 102 places d'hébergements pour les mineurs isolés en attente de décision de justice sur leur situation. Grâce à celui-ci, plus de 700 jeunes ont pu être hébergés et 80 % ont été reconnus mineurs.

La Station place de Milan accueillait 50 personnes, 10 jeunes femmes y résident encore jusqu'à fin septembre, selon l'association Le Mas qui s'occupe du lieu.

Pour la Station Rockefeller, ce serait une fermeture fin décembre. *« Le dispositif était financé à moitié par la Métropole et à moitié par la préfecture. Nous n'avons eu aucune communication de la part des deux »*, explique Sébastien, du collectif Soutien migrant.

« Il n'y a pas de santé sans toit »

Frédéric Geai, coordinateur régional de Médecins du monde, alerte sur ces mises à la rue qui entraînent de graves conséquences sur la santé des personnes. L'association dispose de plusieurs équipes bénévoles qui vont dans les squats pour apporter une aide médicale et orienter les migrants vers les bons professionnels pour être soigné.

« Il n'y a pas de santé sans toit », scande Frédéric Geai. « Les jeunes sont souvent en meilleure santé après leur parcours migratoire qu'après plusieurs mois à la rue. »

Lire aussi : [Lyon 4e. Au campement des Chartreux, les jeunes exilés à l'épreuve de la canicule](#)

La mobilisation se poursuit avec une manifestation organisée le 19 septembre prochain devant la gare Part-Dieu à 15 h 30, pour demander *« un délai d'occupation et une solution d'hébergement pérenne pour tous•tes les habitant•es »*, appuient les collectifs.